

M. Bosley: Madame le Président, il est stupéfiant de constater que le ministre des Finances ne comprend pas que pour réussir, les nouvelles entreprises ne produiront au cours des trois à cinq premières années aucun revenu duquel déduire des intérêts.

ON DEMANDE DE MODIFIER LA DATE DE MISE EN APPLICATION

M. John Bosley (Don Valley-Ouest): Madame le Président, s'il n'est pas question que le ministre renverse sa position comme il l'a fait plus tôt, avec notre aide, sur les dispositions relatives aux IRLM, voudrait-il au moins considérer comme des droits acquis la possibilité de déduire les intérêts et les autres dégrèvements qui ont incité des Canadiens à investir au Canada, afin que ces investisseurs qui ont misé sur leur pays pour redonner du travail à leurs compatriotes ne voient pas leurs efforts de bons citoyens punis par le fisc?

L'hon. Allan J. MacEachen (vice-premier ministre et ministre des Finances): Madame le Président, l'argument que j'ai fait ressortir tout à l'heure et qui tient toujours, quoi qu'en dise le député, c'est que l'excédent des charges d'intérêt peut être reporté indéfiniment et déduit du revenu d'investissement d'autres années. La disposition qui permet de reporter ces coûts pour les déduire du revenu d'investissement d'autres années continue de s'appliquer dans le cas que le député a décrit.

* * *

L'ÉCONOMIE

ON DEMANDE AU GOUVERNEMENT D'AIDER LES PROPRIÉTAIRES DE MAISON

M. Ian Deans (Hamilton Mountain): Madame le Président, ma question s'adresse au ministre des Finances. Dans son budget du 12 novembre, le ministre a fait beaucoup de bruit autour de l'expression «justice et équité». Demain, de nombreux Canadiens de tous les coins du pays vont défiler à Ottawa pour manifester leur mécontentement à propos des taux d'intérêt en particulier et des répercussions des taux d'intérêt élevés en général. Étant donné que de nombreux Canadiens ont dû contracter des hypothèques à des taux d'intérêt oscillant aux alentours de 20, 21 et 22 p. 100 entre les mois de mars et de novembre de cette année, le ministre va-t-il prendre certaines mesures avec les banques ou directement par l'intermédiaire du gouvernement pour abaisser le niveau des taux d'intérêt à celui auquel on peut emprunter actuellement?

L'hon. Allan J. MacEachen (vice-premier ministre et ministre des Finances): Madame le Président, le député aura constaté avec la même satisfaction que moi la baisse rapide enregistrée récemment par le taux bancaire ainsi que le fléchissement des taux d'intérêt qui en a résulté. C'est probablement la meilleure façon de réduire le fardeau des propriétaires de maisons. Je prends en note la question du député. Elle est

Questions orales

très sensée. Il s'agit de savoir s'il y a moyen d'aider ceux qui, en quelque sorte, n'ont eu d'autres moyens que de renouveler leur hypothèque à des taux d'intérêt très élevés. Je crois savoir que les établissements financiers, notamment les banques, se sont efforcés autant que possible d'éviter d'avoir à conclure des ententes à des taux très élevés. Je vais certainement me renseigner pour savoir si on peut faire quelque chose pour ces personnes prises dans l'engrenage des taux d'intérêt très élevés.

ON DEMANDE L'ENGAGEMENT DU GOUVERNEMENT

M. Ian Deans (Hamilton Mountain): Madame le Président, j'apprécie beaucoup la compassion du ministre. S'il s'imaginerait que les banques et les institutions financières ont essayé d'aider ces gens, je lui signale que j'ai parlé hier à au moins une famille à qui on demande de signer à 21 ¾ p. 100 aujourd'hui et je peux vous assurer que les banques et les institutions financières ne font pas vraiment tout ce qu'elles pourraient. Je demande simplement au ministre de s'engager à ce que le gouvernement intervienne directement pour demander aux banques d'abaisser les taux d'intérêt hypothécaires en fonction du loyer actuel de l'argent ou que le gouvernement prenne des mesures pour soulager de nombreuses familles de ce terrible fardeau.

L'hon. Allan J. MacEachen (vice-premier ministre et ministre des Finances): Madame le Président, nous avons déjà annoncé une mesure grâce à laquelle, selon moi, aucune famille du pays ne perdra sa maison à cause des taux d'intérêt élevés. Je suis certain que cette mesure aura cet effet. Je sais que le député veut aller plus loin. Je comprends très bien ce qu'il veut dire car j'ai précisément discuté de cette question hier pour tâcher d'établir le nombre de gens qui ont dû renouveler cette hypothèque pendant cette période où les taux d'intérêt étaient très élevés. J'avais poussé les choses plus loin. Il faudrait sans doute examiner le cas que le député a mentionné dans sa question, compte tenu de la baisse très importante des taux d'intérêt. J'ai l'intention d'étudier la chose de plus près.

L'ADOPTION D'UNE POLITIQUE DE STABILISATION DES TAUX D'INTÉRÊT

Mme Margaret Mitchell (Vancouver-Est): Madame le Président, ma question s'adresse au ministre des Finances. Le ministre peut-il nous dire ce qu'il va faire pour ces travailleurs doublement affligés par des taux d'intérêt hypothécaires impossibles et la perte de leur emploi? Par exemple, quel type d'aide peut offrir le ministre à Tony Brown, un des dix mille travailleurs de l'IWA mis à pied, qui gagne \$930 par mois en prestations d'assurance-chômage tout en ne travaillant qu'une semaine sur deux et qui doit faire vivre une famille de trois? Ses versements hypothécaires vont être portés à \$1,200 par mois. Même en se prévalant du programme de report hypothécaire, il ne parviendra pas à nourrir sa famille. Je pense que les propos que vient de nous servir le ministre sont peu réalistes.